



Qualité de vie

Le charme du Togo lié au leadership du président Faure Gnassingbé

Les facteurs qui influencent l'économie mondiale ont un impact direct sur la qualité de la vie. Un classement effectué par Mercer fournit des renseignements précieux et des recommandations non négligeables pour la plupart des grandes villes du monde. Cela positionne le Togo en tête des pays où il fait bon vivre ...



PAGE 3

ACTUALITÉ



Valorisation du travail domestique non rémunéré des femmes

Décideurs politiques et acteurs de la société civile se concertent

La reconnaissance et de la valorisation du Travail domestique non rémunéré des femmes (TDNR) était au centre d'une rencontre de concertation mercredi 7 février 2024 à Lomé entre parlementaires et acteurs de la société civile du Togo.

PAGE 9

REPORTAGE



Volontariat

12 pays africains lancent à Lomé le programme Denva

Pour contribuer au développement du volontariat en Afrique, France Volontaire en partenariat avec l'Agence nationale de volontariat au Togo (ANVT) avec le soutien du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères français, ont procédé au lancement d'un nouveau ...

PAGE 11

ÉVÉNEMENTIEL

Togo Top Impact

Serge Michel Kodom désigné président d'honneur de l'organisation

PAGE 5

ProDeG IV

Acteurs et partenaires impliqués en atelier de planification opérationnelle à Lomé

La 4ème phase du Programme décentralisation et gouvernance dénommé ProDeG IV démarré en février 2022 se poursuit. Pour annoncer les couleurs de la nouvelle année 2024, les acteurs du Programme, avec l'ensemble de ses parties prenantes, se sont retrouvés en atelier de planification les 07 et 08 février 2024. Objectif : l'élaboration et l'adoption d'un Plan Opérationnel pour l'année 2024.



PAGE 9

Législatives et régionales couplées

Les Togolais voteront le 13 avril prochain

La décision est tombée ce jeudi 8 février en Conseil des ministres. Les élections législatives et régionales couplées auront lieu le samedi 13 avril 2024 au Togo.

PAGE 3

DERNIERES HEURES

2 425 pèlerins togolais attendus à la Mecque pour le Hadj 2024

La communauté musulmane togolaise sera cette année encore au rendez-vous du grand pèlerinage. Et comme l'an dernier, 2 425 personnes (pèlerins et encadreurs confondus) sont attendus au lieu saint de l'Islam, a annoncé mercredi 07 février la Commission nationale du Hadj (CNH).

Les départs sont prévus du 1er au 06 juin 2024, tandis que les retours sont programmés du 29 juin au 03 juillet. Les vols seront assurés par les compagnies Ethiopian Airlines et Asky.

En tout, chaque pèlerin devra déboursier 3.270.000 FCFA au titre de frais de participation au lieu 3.495.000 FCFA exigés au début des inscriptions.

« Vu le nouveau prix, nous demandons aux agences de voyages de retourner 225.000 FCFA à chaque pèlerin qui aurait déjà payé les frais sous le coût de l'an passé », a indiqué le ministre de l'Administration territoriale et président de la Commission nationale du Hadj, Hodabalo Awate. La date limite des inscriptions est fixée au 25 février 2024.

Pour rappel, le Hadj, cinquième pilier de la religion islamique, est le pèlerinage qu'effectuent les musulmans aux lieux saints de la ville de la Mecque, en Arabie saoudite.

Source : www.republiquetogolaise.com



SOMMAIRE

Retrait du Mali de la Cedeao
« Les sanctions ont rendu inopérant le traité sur le délai de retrait », selon Bamako



P 4

Téléphonie mobile
Les deux opérateurs peuvent faire davantage pour les Togolais



P 5

Volontariat
12 pays africains lancent à Lomé le programme Denva



P 11

Echos des bénéficiaires des produits FNFI

La revente de céréales, une bonne affaire pour Moumouni Tairatou à Blitta

« Depuis quelque temps, Moumouni Tairatou étale chaque matin ses bassines remplies de maïs, de soja et même de piments. Mais, pour cette mère de deux enfants, rien n'a été facile. Elle vit depuis près d'une vingtaine d'années avec son mari dans un quartier de Blitta. Il y a quelques années, dans l'incapacité de trouver du travail parce que très peu scolarisée, et sans autre moyen de compléter les maigres revenus que son époux tirait de l'agriculture, elle était sou-vent amenée à aider une amie commerçante pour rentrer avec un peu d'argent. Heureusement qu'en 2015, elle est devenue bénéficiaire du Fonds National de la Finance Inclusive FNFI. Désormais, elle est très connue dans son quartier avec son activité de revente de céréales. Retour sur son histoire.

De nombreuses femmes ayant grandi dans les zones rurales comme Moumouni Tairatou se heurtent à des problèmes d'accessibilité à l'éducation, à la formation et à l'emploi. C'est particulièrement vrai dans les zones rurales, où le secteur agricole est la principale activité. « Dans mon enfance et ma jeunesse, j'aidais mamaman à cultiver son champ », confie Tairatou.

Un jour en 2015, une femme s'est adressée à Tairatou et lui a proposé son aide. Cette femme, Mme ZIBO Laouratou, a invité Tairatou à participer à une séance de sensibilisation sur les produits FNFI.

Rapidement, Moumouni Tairatou fait les démarches et obtient fin 2015 un premier crédit de 30 000 FCFA avec le produit APSEF. Elle a aussitôt investi cette somme pour se lancer dans une Activité Génératrice de Revenus. Elle a commencé à revendre du maïs ainsi que du soja pour générer des revenus supplémentaires. « Ce crédit a changé ma vie. J'ai démarré avec les 30 000 FCFA et petit à petit mon activité a évolué », confie-t-elle.

À mesure que ses revenus augmentaient et avec les prêts successifs obtenus, Moumouni Tairatou a pu essayer de nouvelles choses et a rapidement



Moumouni Tairatou

lancé la revente de produits agricoles. Depuis quelque temps, elle cherche à acheter ses produits en

plus grandes quantités et surtout à agrandir et refaire la peinture de sa boutique. Aujourd'hui, son activité occupe pratiquement toute la devanture de la maison familiale. Un repas chaud attend toute sa famille tous les soirs, et les frais de scolarité de ses enfants sont régulièrement payés. Elle témoigne : « Je suis fière d'avoir développé mon commerce en partant presque de rien. Aujourd'hui mes enfants ne manquent de rien et j'arrive à aider mon mari ».

Les crédits obtenus par Tairatou et les séances d'éducation financière suivies étaient tout ce dont elle avait besoin pour démarrer une activité, gagner un revenu décent, lutter contre l'insécurité alimentaire, éduquer ses enfants. Elle est la preuve que l'élimination des barrières à l'inclusion financière des femmes donne naissance à une société plus riche, plus dynamique et plus équitable pour tout un chacun

Ceci est un programme du ministère chargé de l'inclusion financière et de l'organisation du secteur informel



Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC
Edité par DIRECT MEDIA RCCM
N° TG_LOM 2015 B 1045
BP : 30117 Lomé - Togo
Tél : (+228) 97 87 12 42
Facebook: togomatine
E-mail : atogomatin@gmail.com
Site web: www.togomatin.tg
Tw: @togomatin1
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :
Motchosso Kodolakina

Secrétaire de rédaction :
Rachidou Zakari

Responsable web :
Carlos Amevor

Comité de rédaction :
Françoise Dasilva

Alexandre Wémima
Edem Dadzie
Attipoe Edem Kodjo

Edy Alley

Responsable administrative, financière
et commerciale:
AMAH Essognim

Graphiste:
Eros Dagoudi

Imprimerie: Direct Print

Distribution : TogoMatin
Tirage : (2000 exemplaires)

Qualité de vie

Le charme du Togo est lié au leadership du président Faure Gnassingbé

Les facteurs qui influencent l'économie mondiale ont un impact direct sur la qualité de la vie. Un classement effectué par Mercer fournit des renseignements précieux et des recommandations non négligeables pour la plupart des grandes villes du monde. Cela positionne le Togo en tête des pays où il fait bon vivre en Afrique, et à l'échelle mondiale.

L'évaluation a pris en compte les pays de l'espace Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa). Première ville de la région, Dakar au Sénégal se distingue. Cette ville est suivie par Cotonou au Bénin et Lomé au Togo. Abidjan en Côte d'Ivoire se classe quatrième. Bamako (Mali), Niamey (Niger), et Ouagadougou (Burkina Faso) offrent également des environnements propices aux expatriés. Ces pays de l'Alliance des Etats du Sahel (AES) viennent de quitter la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao). Qu'est-ce qui vaut au Togo de se voir classé parmi les meilleures destinations de la sous-région ouest africaine ? Le charme du Togo est lié au leadership du président Faure Gnassingbé

qui ne cesse d'impulser des réformes courageuses pour faire avancer le pays. La succession des sommets internationaux à Lomé ces derniers mois est le signe que la paix et le climat de affaires dont jouit le pays sont des éléments qui contribuent à l'attractivité du pays. Le classement de cette année comprend 241 villes réparties sur 5 continents.

La méthodologie a été développée par une équipe internationale de professionnels Mercer, travaillant en étroite collaboration avec de grandes sociétés multinationales et d'autres experts dans le domaine. Les rapports évaluent les conditions de vie par rapport aux normes généralement acceptées, fournissant une recommandation de

prime unique pour tous les bénéficiaires.

Mercer produit chaque année des classements mondiaux de la qualité de vie. Des rapports individuels

données ont été analysées entre septembre et novembre 2023.

Mercer est le principal fournisseur de données sur la qualité de vie des

annuel de la qualité de vie dans de nombreux lieux d'affectation courants.

Il est conçu pour aider les entreprises multinationales et les gouvernements à



Vue partielle de la circulation à Lomé

sont produits pour chaque ville étudiée. De plus, des indices comparatifs de qualité de vie entre une ville de base et une ville d'accueil sont disponibles, ainsi que des comparaisons entre plusieurs villes. Les

employés expatriés à l'étranger. Des recherches continues sur les aspects pratiques de la vie quotidienne de ces employés expatriés et de leurs familles constituent la base de son classement

déterminer des stratégies de rémunération pour leurs collaborateurs internationaux. Le choix des villes étudiées est basé sur la demande de données des clients de Mercer.

TM

Législatives et régionales couplées

Les Togolais voteront le 13 avril prochain

La décision est tombée ce jeudi 8 février en Conseil des ministres. Les élections législatives et régionales couplées auront lieu le samedi 13 avril 2024 au Togo.



Prévues pour se tenir en fin d'année 2023, ces élections ont été finalement annoncées pour, au plus tard, la fin du premier trimestre 2024.

« Le président de la République a instruit le gouvernement de prendre sans tarder toutes les mesures pour permettre d'organiser les prochaines

élections, au plus tard à la fin du premier trimestre de l'année 2024, en tenant compte de la persistance des défis sécuritaires. Pour garantir à tous, candidats, électeurs et citoyens, la sécurité nécessaire sur toute l'étendue du territoire national », avait souligné un communiqué du Conseil des ministres fin novembre 2023.

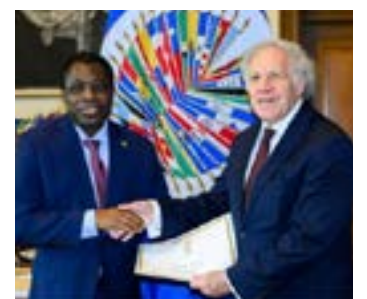
Avec ce décret pris ce jour, en conseil des ministres, il n'existe plus de doute, le processus est inexorablement en marche, malgré les critiques et les appels au report de certains leaders politiques. Ces élections couplées se tiendront sans faute samedi 13 avril 2024.

Diplomatie

Le Togo rejoint l'Organisation des Etats Américains (OEA)

Le Togo poursuit la diversification de ses partenariats sur l'échiquier diplomatique international. Le pays vient en effet de rejoindre l'Organisation des Etats Américains (OEA), en qualité d'Observateur Permanent.

L'intégration a été officialisée le 26 janvier dernier à Washington DC (USA), à la faveur d'une cérémonie de remise de lettres de créance, entre l'ambassadeur du Togo, Frédéric Edem Hegbe, et le secrétaire général de l'institution, Luis Almagro.



Frédéric Edem Hegbe et Luis Almagro

Les échanges à l'issue du cérémonial ont été l'occasion pour l'ambassadeur d'exposer les ambitions du Togo, conformément à sa feuille de route et ses potentialités. Particulièrement, un point a été fait sur l'engagement du pays sur les questions de paix, de sécurité et de lutte contre le terrorisme, en phase avec les objectifs de l'Organisation.

Pour rappel, l'OEA est une organisation

intergouvernementale créée en 1948 et qui regroupe la plupart des gouvernements des Etats d'Amérique. Elle met notamment en place des programmes et projets visant à réduire la pauvreté, à améliorer l'éducation, à renforcer la santé publique, à promouvoir le commerce et l'investissement, ainsi qu'à résoudre les conflits. Pour le Togo, il s'agit d'une nouvelle plateforme permettant d'explorer d'autres pistes de coopération.

Retrait du Mali de la Cedeao

« Les sanctions ont rendu inopérant le traité sur le délai de retrait », selon Bamako

Selon un document du ministère des Affaires étrangères consulté par l'AFP, le Mali considère ne plus être lié aux obligations de la Cedeao dès à présent, contournant ainsi la période d'un an spécifiée dans le traité. La lettre du ministère des Affaires étrangères à la Cedeao souligne que le gouvernement malien estime que l'Organisation a rendu le traité "inopérant" en fermant les frontières des États membres avec le Mali en janvier 2022.

Cette décision survient après que la Cedeao a imposé des sanctions au Mali en janvier 2022, cherchant à contraindre les autorités militaires à établir un calendrier crédible de rétrocession du pouvoir aux civils. Le

ministère des Affaires étrangères réaffirme la décision irréversible du gouvernement malien de se retirer immédiatement de la Cedeao, dénonçant la prétendue violation par l'organisation de ses propres textes.

La fracture politique dans la région s'intensifie avec les régimes militaires du Mali, du Burkina Faso



Des manifestants maliens brandissant une pancarte à l'effigie de l'AES

et du Niger, tous retirés "sans délai" de la Cedeao. Suspendus des instances de l'organisation, ces

gouvernements dénoncent l'instrumentalisation de la Cedeao par la France et renforcent leurs liens

ambassadeurs et des forces françaises, symbolisant leur engagement envers la souveraineté et le panafricanisme.

Au-delà des répercussions économiques difficiles à évaluer, cette décision risque d'aggraver la situation dans une région déjà secouée par les violences des groupes djihadistes liés à Al-Qaïda ou à l'État islamique. Les conséquences pour les pays côtiers sont également préoccupantes, car la progression de ces groupes menace la stabilité de la région. La communauté internationale observe attentivement les développements à venir.

T.M.

Sénégal/Report de la présidentielle

13 candidats de l'opposition s'unissent pour contester en justice

Au Sénégal, une alliance inédite s'est formée entre 13 candidats de l'opposition, représentant la majorité des postulants initiaux, afin de dénoncer le report de la présidentielle. Ce collectif, composé de personnalités telles qu'Amadou Ba, mandataire du candidat de l'ex-Pastef Bassirou Diomaye Faye, les députés Déthié Fall et Thierno Alassane Sall, ainsi que l'ancien ministre Aly Ngouille Ndiaye, s'insurge contre ce qu'ils qualifient de "coup d'État constitutionnel" orchestré par le président Macky Sall pour prolonger son mandat au-delà du 2 avril.

Aly Ngouille Ndiaye, candidat et ancien ministre, a déclaré : "Son mandat arrive à expiration le 2 avril. Passé ce délai, Macky Sall ne sera plus reconnu comme président de la République. Il ne pourra poser aucun acte qui va engager le Sénégal." Le collectif a initié une première action en justice en déposant un recours à la

Coursuprême pour contester le décret présidentiel annulant la convocation du corps électoral le 25 février. Parallèlement, les candidats, également députés, prévoient de déposer un autre recours au Conseil constitutionnel pour contester la loi votée lundi repoussant l'élection au 15 décembre. Bien que le collectif se

réjouisse du soutien américain et de l'appel de la CEDEAO à "rétablir le calendrier électoral", certains candidats critiquent la position jugée "molle" de certaines chancelleries occidentales, appelant à une condamnation ferme.

La prochaine étape pour le collectif implique une convergence des luttes avec les syndicats, la société civile et l'ensemble des Sénégalais. Thierno Alassane Sall a lancé un appel à la mobilisation rapide de tous les secteurs, prévoyant des grèves et opérations "villes mortes". Malgré le report du scrutin, plusieurs candidats

envisagent de poursuivre leurs campagnes pour maintenir le momentum politique.

dénoncer ce qu'elle appelle « un plan de liquidation de la démocratie ». Dans une tribune, des juristes de tout



Macky Sall

Pour information, la société civile s'est également mobilisée mercredi 7 février 2024 autour d'actions communes en vue de

le pays et de la diaspora ont appelé les Sénégalais à s'ériger contre cette forfaiture

T.M.

Cedeao

Des ministres des pays de la Communauté en réunion extraordinaire pour réfléchir aux crises de la sous-région

La communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao) a tenu ce jeudi 8 février 2024 à Abuja, une session extraordinaire de son conseil de médiation et de sécurité au niveau ministériel. Selon l'ordre du jour, la situation au Sénégal, ainsi que la décision du Mali, du Niger et du Burkina Faso de quitter l'organisation régionale seront les principaux sujets de discussions.

Le commissaire à la Paix et à la Sécurité de l'Union africaine (UA) doit participer à la rencontre de ce jeudi à Abuja. Et sa position est claire, explique un diplomate : la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao) et l'UA veulent harmoniser leurs points de vue sur la situation dans la sous-région.

Des propositions seront faites aux chefs d'État de l'institution régionale qui devraient se réunir sur les

dossiers à Addis-Abeba en marge du prochain sommet de l'Union africaine.

Pour le cas du Sénégal, il faut rapidement enlever la buée de cette belle vitrine de la démocratie du continent, résume un ministre participant à la rencontre. La solution à Dakar pourrait passer par le respect du droit et la réalité politique locale, note un autre interlocuteur.

Dans un communiqué, l'organisation sous-régionale a réclamé au Sénégal de « rétablir le calendrier

électoral » mais interrogé sur France 24, le ministre des Affaires étrangères sénégalais a été clair et a répondu que le Sénégal avait son propre agenda.



Réunion des ministres de la Cedeao

Autre sujet sur la table de la réunion extraordinaire des ministres du Conseil de médiation et de sécurité de

la Cédéao, le Mali, le Niger et le Burkina Faso. Ces trois pays persistent et signent. Ils quittent l'organisation sans respect du délai légal d'un an. Pas de panique à

de la main tendue », confie un autre interlocuteur. Un responsable de la commission de la Cédéao affirme de son côté que « la Cédéao n'est pas une

bord de l'organisation sous-régionale : « Nous allons proposer à nos chefs d'État de maintenir la politique

camisole de force, mais il y a des conditions pour la quitter ».

Rfi.fr

Energie

57 milliards FCFA pour le secteur en 2024

Avec un taux d'électrification actuelle de 60%, le Togo mise sur le mix énergétique et des projets d'électrification stratégiques pour mieux desservir les populations. En dotant le secteur d'un budget annuel de 57 milliards FCFA, le gouvernement veut poursuivre ses efforts afin de parvenir à atteindre sa politique d'électrification pour tous.

Selon la loi de finances, exercice 2024, le gouvernement alloue 58 milliards FCFA au ministère de l'Energie et des Mines. Dans ce budget, 57 milliards sont alloués au secteur de l'énergie en vue de favoriser l'accès universel à l'électricité. Ce budget qui traduit l'ambition du gouvernement pour le secteur va concourir à poursuivre les chantiers déjà amorcés. Cette dotation prévisionnelle devrait servir à financer les programmes d'accès à l'énergie hors réseau solaire, notamment le

projet Cizo, lancé en juillet 2018.

En cette même année, c'est près de 10.000 foyers qui ont eu recours aux services de la société BBOX pour être électrifiés. Plusieurs localités comme Bavou, Assoukoko, Koutoun et Takpapiéni sont désormais éclairées. Déjà en fin juillet 2019, le projet Cizo a permis d'équiper plus de 23 000 foyers en kits solaires. Il prévoit au total l'électrification rurale de 317 localités par de mini-réseaux solaires.

Dans sa composante sociale, le projet prévoit

d'électrifier environ 800 centres de santé, équiper 1000 Adductions d'eau villageoises (AEV), 3000 petites exploitations agricoles en systèmes

compteurs intelligents.

Au rang des autres initiatives à financer cette année, figurent également les projets Tinga et Mini-grids phase 2. L'autre

la capacité de production de cette centrale devrait être portée à 100 Mw. La centrale disposera d'une capacité supplémentaire de 30 MW et d'un stockage de batterie supplémentaire d'au moins 10 MWh. Dans le même sillage, les travaux de construction de la Centrale photovoltaïque de Sokodé vont être lancés.

Ces projets illustrent les ambitions du Togo d'augmenter son taux d'électrification rurale à 50% d'ici 2025. L'autre ambition du pays est d'atteindre 50 % d'énergies renouvelables dans le mix énergétique d'ici à 2030 et de réduire les émissions de ce secteur à hauteur de 8 % à l'horizon 2025.

Edy Alley



Centrale solaire photovoltaïque de Blitta : le chef de l'Etat a posé le 1er panneau de la 3e phase des travaux d'extension (Archives)

solaires individuels de pompage d'eau ou d'irrigation, et d'installer 10 mini-réseaux utilisant des

maillon de ce financement servira aux travaux d'extension de la Centrale solaire de Blitta. De 70 Mw,

Téléphonie mobile

Les deux opérateurs peuvent faire davantage pour les Togolais

Togo Cellulaire et Moov Africa Togo, les deux fournisseurs de téléphonie mobile au Togo, ont amélioré leurs services mais restent en deçà des seuils réglementaires, selon l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (Arcep). C'est ce qui ressort de la mission de contrôle des indicateurs de qualité des services mobiles 2G/3G/4G et de leurs seuils, rendue publique le 06 février 2023.



Siège social de l'Arcep Togo

Réalisée en décembre 2023 sur le territoire national togolais, cette enquête a été faite auprès des deux opérateurs mobiles, Togo Cellulaire (TGC) et Moov Africa Togo (MAT). Tout en relevant qu'il y a une légère amélioration dans la fourniture des services, l'Arcep indique que depuis la mise en demeure qui a été adressée aux deux fournisseurs en mai 2023 pour manquement aux obligations réglementaires, « les deux opérateurs restent toujours assez loin des seuils réglementaires ».

En ce qui concerne la qualité de leurs services

mobiles, les conclusions de l'Arcep révèlent des hausses respectives de 5,28% pour Moov et 1,94% pour Togocel. Les améliorations qui couvrent plusieurs indicateurs, « sont plus significatives dans le Grand Lomé qu'à l'intérieur du pays », a indiqué l'institution de régulation. Ainsi, le taux de conformité dans le Grand Lomé, de Moov Africa Togo est meilleur à celui de Togo Cellulaire avec 69,64% de taux de conformité contre 65,18%.

Mais en dehors du Grand Lomé, c'est l'inverse avec 52,08% contre 39,90%. Sur le plan national, le taux de

conformité global est de 53,16% pour Togo Cellulaire et de 42,35% pour Moov Africa Togo.

Selon cette enquête, pour le service voix, Togo Cellulaire (TGC) montre une meilleure performance, comparativement à Moov Africa Togo (MAT). A Lomé, TGC affiche un taux de conformité de 71,43% contre 46,43% pour Moov Africa Togo et dans les autres villes du pays, 69,55% contre 38,14%.

Quant aux données mobiles 3G, les deux opérateurs de téléphonie mobile ont des performances internet assez proches. Dans le Grand Lomé, ils ont un taux de conformité identique de 69,05%. En dehors du Grand Lomé, Togo Cellulaire dépasse MAT avec un taux de conformité de 48,08% contre 42,95%.

Pour le service internet 4G, Moov Africa est beaucoup plus performant que TGC dans le Grand Lomé sur l'internet 4G avec un taux de conformité de 85,71% contre 57,14%. En dehors du Grand Lomé, Togo Cellulaire dépasse Moov Africa Togo avec un taux de conformité internet 4G de 44,44% contre 38,03%.

Edy Alley

Le Dr Serge Michel Kodom désigné président d'honneur de Togo Top Impact

Le Dr Serge Michel Kodom, a été désigné président d'honneur de Togo To Impact (TTI). La décision a été rendue publique lors de l'apothéose de la 6è édition qui s'est déroulée le samedi 27 janvier dernier à l'hôtel Sarakawa de Lomé.

« Le comité du TTI a unanimement désigné le Dr Serge Michel Kodom pour occuper ce rôle de prestige en reconnaissance de son dévouement exceptionnel, de son leadership exemplaire et de l'impact positif qu'il a eu sur la société, une source d'inspiration pour tous. Le Dr Serge Michel Kodom est unique en son genre, étant la seule personnalité à avoir remporté le titre de "Personnalité de l'Année" à deux reprises jusqu'à ce jour. Ce nouvel engagement en tant que président d'honneur souligne son rôle essentiel dans le façonnement et le succès continu du Togo Top Impact », peut-on lire dans un communiqué publié par la direction de Togo Top Impact. Togo Top Impact, est l'une des cérémonies annuelles de remise de distinctions les plus populaires au Togo et qui visent à célébrer l'excellence, le leadership et l'impact positif des



Dr Michel Kodom

personnalités exceptionnelles au Togo. Depuis six ans, TTI honore les Togolais qui, par leur dévouement et leur vision, contribuent de manière significative au développement et au bien-être de la société togolaise.

« En acceptant ce rôle de président d'honneur après une profonde réflexion et par altruisme, le Dr Serge Michel Kodom apportera son expertise et son soutien à l'équipe en charge de TTI. Il aidera à évaluer la situation actuelle et à analyser les perspectives futures, contribuant ainsi à orienter la trajectoire de Togo Top Impact pour un impact positif encore plus grand dans les années à venir », peut-on également lire dans le communiqué de Togo Top Impact.

TM

Togo

Réformes autour des finances publiques, entreprises, foncier et environnement

Au Togo, les réformes touchent plusieurs domaines dont la gestion des finances publiques, le niveau sectoriel à savoir la liberté économique, le renforcement des mécanismes d'appui aux très petites et moyennes entreprises (TPME) et la politique foncière. Elles sont définies conformément aux axes déclinés dans la Feuille de route gouvernementale.

a réellement régressé au premier trimestre de l'année 2023 dans le pays. Mieux encore, les perspectives sont positives. Précisément, le taux d'inflation s'est établi à 5,8% à fin mai, contre 8% un an plus tôt. La réduction

mille tonnes en 2022, soit une augmentation de 5% par rapport aux 929,0 mille tonnes une année plus tôt. En ce qui concerne le mil et le sorgho, ils ont enregistré une progression de 304,6 mille tonnes en 2021 à 317,9 mille tonnes en 2022. Pour le riz, la production a connu une évolution de 3,8%. C'est alors que 171,8 mille tonnes de riz paddy ont été récoltés en 2022, contre 165,5 mille tonnes en 2021.

les indemnités pour les fonctionnaires.

L'environnement, l'autre défi

La pollution de l'environnement et d'autres phénomènes anthropiques sont les causes principales du changement climatique dont l'une des conséquences est l'avancée de la mer. C'est une situation alarmante qui ronge les côtes et met à rude épreuve les habitations. Cela va sans dire que les ménages vivant dans les zones concernées sont vulnérables. Ceux-ci ont besoin d'une assistance rapide et efficace. Le Projet d'investissement de résilience des zones côtières en Afrique de l'Ouest (Waca-Resip) fait partie des initiatives salvatrices sur lesquelles s'appuie le Togo pour venir en aide aux hommes, femmes et enfants malmenés par la mer. Il tient les promesses faites. Waca-Resip a été lancé en 2018 au Togo. Financé par la Banque mondiale et le Fonds pour l'environnement mondial, il est actif dans le Sud côtier à travers

Les mesures sociales, facteur d'amortissement

Depuis l'apparition de la Covid-19 jusqu'à ce jour, plusieurs initiatives du gouvernement ont été mises en œuvre pour lutter contre la vie chère. Péle-mêle, il y a le maintien de l'accessibilité du carburant avec un plafonnement du prix des produits pétroliers à la pompe, l'harmonisation des prix de vente des produits de première nécessité pour éviter les spéculations et l'élargissement de l'application de l'exonération des cantines scolaires de la Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) aux cantines universitaires et à celles des entreprises.



Stand d'exposition à la foire Village Evala

Chaque année, une revue nationale sur les réformes est réalisée afin d'améliorer à partir des résultats constatés, le niveau et la qualité de la mise en œuvre des changements. En fin décembre 2022, la revue nationale sur les réformes a fait ressortir une évolution avec un taux d'exécution physique de 75% et financière de 68%. En 2021, le taux d'exécution physique était de 80% et 67% pour le taux d'exécution financière.

La résilience face à l'inflation

Le Togo fait partie des pays qui ont le mieux résisté à l'inflation mondiale depuis 2022. Grâce à la dynamique de croissance qui a été créée dans le pays, le gouvernement a pris des mesures fortes pour atténuer l'impact de cette crise mondiale sur les populations. Ces mesures ont commencé par de simples subventions sur les produits pétroliers et sur le gaz. 10 résolutions fortes ont ensuite été prises en septembre 2022 pour un montant de plus

de 50 milliards de francs CFA. Et ces appuis ont eu l'effet espéré puisque le taux d'inflation moyen a enregistré un recul et se situe à 7,6% en glissement annuel sur les 11 premiers mois, comparativement au premier trimestre 2022 où il s'était établi à 8,2%.

Production agricole amortir le choc (cet intertitre veut dire quoi ? pas de ponctuation nulle part ? tel quel, cela ne veut rien dire)

L'une des causes directes de l'inflation ou la flambée des prix est le manque ou l'insuffisance des biens et services sur le territoire. Outre les mesures sociales et économiques prises par les gouvernants togolais pour éviter la cherté de la vie, le pays a su compter sur son secteur agricole résilient et très producteur. La disponibilité des denrées a vraiment limité la casse.

Le Conseil national du crédit (CNC), observatoire des évolutions économiques du Togo, s'est réuni pour conclure que le taux d'inflation

est surtout explicable par un facteur comme les bons résultats de la campagne agricole 2022. La production agricole en hausse a permis un approvisionnement favorable des marchés.

A titre d'exemple, la culture des produits qui sont



Sani Yaya, ministre de l'Economie et des Finances

destinés à l'alimentation a connu une hausse quoique légère en 2022, par rapport à l'année précédente. La production de maïs a atteint 977,3

Le taux de la patente a été également revu à la baisse. Autres mesures, il y a : les transferts pour les parents d'élèves et les ménages vulnérables et

plusieurs sous projets qui concernent un nombre important de localités. Outre la protection côtière, des volets comme la lutte contre



Récolte de maïs

les inondations et les pollutions, la préservation des écosystèmes sont considérés. Par exemple, les travaux de protection de la bande côtière sur le tronçon Agbodrafo-Aného sont achevés, près de 06 mois après le lancement. On parle d'une construction et la réhabilitation de 14 épis (ouvrages en enrochement pour lutter contre l'érosion du littoral) et d'un brise-lame. Le rechargement de casiers et l'érection d'une digue de sable sont aussi effectifs.

Plusieurs milliards de francs ont été déboursés

depuis le lancement du projet pour effectuer des travaux d'urgence sur les côtes. Cela a permis de protéger des milliers de ménages dans les localités concernées.

En novembre 2022, des travaux chiffrés à 41 milliards de francs CFA avaient pour objectif de mettre à l'abri 200 000 habitants installés sur le littoral à travers la construction des épis, la réhabilitation et le prolongement des brise-lames, la mise en place d'une digue de sable de mer pour contrer les submersions marines.

Le ministère de

l'Environnement garantit que maintenant le cap est mis sur l'accélération de la construction des infrastructures sociocommunitaires prévues dans le projet. Par ailleurs, il est attendu des actions à grande envergure sociale comme la construction de pistes rurales, des ouvrages d'assainissement, des plateformes multifonctionnelles, des systèmes d'éclairage dans les localités, etc.

C'est depuis 1977 que le Togo consacre le 1er juin à la Journée nationale de l'arbre. Maintenant la campagne nationale de reboisement préserve l'environnement menacé par la déforestation. Cette campagne était à sa 3ème édition en 2023. Elle a connu une adhésion massive des différentes couches socioprofessionnelles. Tous les citoyens n'ont pas hésité à réaffirmer leur engagement à accompagner le chef de l'État et son gouvernement dans leur politique environnementale en participant aux activités

marquant cette journée. C'est dire que les habitants sont à l'unisson pour le mieux-être.

Le 1er juin 2023, les Togolais ont respecté la tradition : planter des arbres. Au cours de cette journée qui a marqué le lancement de la nouvelle campagne nationale de reboisement dont le thème est « les forêts et la santé », près de 02 millions de plants ont été mis en terre. Ce chiffre constitue le

défi de mettre en terre 01 milliard de plants d'ici 2030. En effet, on note une progression annuelle de 35% du nombre d'arbres plantés, comparé au 1er juin 2022 où 1,4 million de plants avaient été mis en terre.

Derrière cet élan positif, se trouve la contribution des forces vives, acteurs du public, associations, volontaires, secteur privé, particuliers, etc. L'engouement s'explique



Côte togolaise

résultat de la mobilisation sans cesse croissante autour de cette date, dans un contexte où le pays s'est lancé l'immense

par la nécessité de tous à lutter efficacement contre le changement climatique.

Attipoe Edem Kodjo

BULLETIN D'ABONNEMENT



Vous êtes un **annonceur**, un **privé**, une **agence conseil** en communication ou un **homme d'affaires**! Vous avez besoin d'une communication dans le journal **Togo Matin**?



BP: 30117 Lomé-Togo
Tél: 97 87 12 42
Facebook: togomatin
E-mail: atogomatin@gmail.com
Site web: www.togomatin.tg
tw: @togomatin1

Abonnez-vous au journal quotidien **TOGO MATIN** !

Souhaitez-vous vous abonner au journal Togo Matin ou l'offrir à un(e) ami(e) ou à vos proches?

Nom ou raison sociale:
Profession ou activité:
Adresse: / BP:
Tél: / E-mail:

► Je m'abonne

- | | | | |
|----|-------------------------|--------|------|
| 01 | Abonnement mensuel: | 5.000 | FCFA |
| 02 | Abonnement trimestriel: | 15.000 | FCFA |
| 03 | Abonnement semestriel: | 20.000 | FCFA |
| 04 | Abonnement annuel: | 40.000 | FCFA |

Leçon de vie

Le célèbre acteur Arnold Schwarzenegger a posté une photo de lui dormant dans la rue sous sa célèbre statue de bronze et a tristement écrit "comment les temps ont changé".

La raison pour laquelle il a écrit cette phrase n'était pas seulement parce qu'il était vieux, mais aussi parce que lorsqu'il était gouverneur de Californie, il avait inauguré un hôtel avec sa statue. Le personnel de l'hôtel a dit à Arnold : "Vous pouvez venir à tout moment et nous vous réserverons une chambre".

Quand Arnold a démissionné de son poste de gouverneur et s'est rendu à l'hôtel, l'administration a refusé de lui donner une chambre, arguant qu'il devait la payer, car ils étaient très demandés.

Il a apporté un sac de couchage et s'est tenu sous la statue et a expliqué ce qu'il voulait transmettre : « Quand j'occupais un poste important, ils me



complimentaient toujours, et quand j'ai perdu ce poste, ils m'ont oublié et n'ont pas tenu leur promesse. Ne faites pas confiance à votre position ni à la somme d'argent que vous possédez, ni à votre pouvoir, ni à votre intelligence, cela ne durera pas. »

J'essaie d'enseigner à tout le monde que lorsque vous êtes « important » aux yeux des gens, tout le monde est votre « ami ». Mais une fois que vous ne bénéficiez plus de leurs intérêts, vous n'aurez plus d'importance.

Selon Arnold, "Rien n'est éternel"...

Blague

Un groupe de touristes visitant une ferme de crocodiles se trouvait sur une structure flottante au milieu d'un lac avec de nombreux crocodiles énormes. Le propriétaire de la ferme a lancé un défi à ses invités :

"Quiconque ose se jeter à l'eau, nage jusqu'au bord et survit, recevra 10 millions de dollars".

Un silence de cimetière fut alors observé, personne n'osa bouger.

Soudain, il vit un homme se jeter dans la flotte... Il a été immédiatement pris en chasse par les crocodiles, mais avec beaucoup de chance et de courage, l'homme s'en est finalement sorti indemne, à la grande surprise et admiration du public. Le propriétaire a annoncé : « Nous avons un vaillant gagnant »

Après avoir récupéré sa récompense, l'homme et sa femme sont retournés dans leur chambre d'hôtel. "The Brave Man" dit à sa femme, "Je n'ai pas sauté... QUELQU'UN M'A POUSSÉ"

Sa femme sourit et dit froidement "c'est moi"

Morale de l'histoire: "Derrière chaque homme qui réussit, il y a une femme qui le pousse".

Polémique



Voici l'héritage de deux frères, Celui qui est au-dessus a renouvelé sa partie.

Celui du bas dit qu'il veut casser pour lui et reconstruire.

Ça va se passer comment ?

Petite réflexion

Pour construire une maison sur 1 lot il faut minimum 40 000 000. Si quelqu'un gagne 200 000/Mois et qu'il épargne 100 000/mois il lui faudra 33 ans pour rassembler le budget pour cette construction.

S'il commence à économiser à partir de 30 ans cela veut dire qu'il pourra construire à 63 ans. Maintenant certains sont à 40 000/ mois je vous laisse faire le calcul.

Quelques ambassades et consulats

- Ambassade des Etats-Unis; Tél: 22 61 54 70
- Ambassade d'Allemagne; Tél: 22 23 32 32
- Ambassade de France; Tél: 22 23 46 40
- Ghana Embassy; Tél: 22 21 31 94
- Ambassade d'Egypte; Tél: 22 21 24 43
- Ambassade du Niger; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade de Chine; Tél: 22 22 38 56
- Union Européenne; Tél: 22 53 60 00
- Consulat de Belgique; Tél: 22 21 03 23
- Consulat de France; Tél: 22 23 46 40
- Consulat de Suisse; Tél: 22 20 50 60
- Consulat de Canada; Tél: 22 51 87 30
- Ambassade du Nigéria; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade du Gabon; Tél: 22 26 75 63
- Ambassade du Brésil; Tél: 22 61 56 58
- Consulat de Sénégal; Tél: 22 22 98 35
- Consulat du Burkina Faso; Tél: 22 26 66 00
- Consulat du Niger; Tél: 22 22 43 31
- Consulat du Bénin; Tél: 22 20 98 80
- Ordre de Malte; Tél: 22 21 58 11
- RDC; Tél: 90 08 38 53

Les bons plans et les bonnes adresses à Lomé

BIBLIOTHEQUES

BIBLIOTHEQUE NATIONAL: Quartier Admi Tel: 22 21 04 10

CENTRE CULTUREL LOYOLA Quartier Agoè en face Camps FIR, Tel: 90 64 80 77

INSTITU FRANÇAIS DE LOME: Quartier Administratif; Tel: 22 23 46 60 / 22 23 46 65

LIBRAIRIE

GRAIN DE PENSEE: 30, bvd du 13 janvier Tel: 22 22 32 43

LIBRAIRIE BON PASTEUR: Quartier Assiganto Avenue Sylvanus Olympio Tel: 22 22 26 66

LIBRAIRIE BONNE SEMENCE: Quartier Avé Maria, Avenue du 30 Août

LIBRAIRIE STAR: Quartier Béniglato, rue du lac Togo Tel: 22 22 74 83

ESPACES CULTURELS

CENTRE BRIN DE CHOCOLAT: Quartier kodjoviakopé; Tel: 22 20 06 59 / 90 04 32 86

CENTRE CULTUREL: DENYIGBAN; Quartier St Joseph, rue Anima Tel: 22 41 98 16

CENTRE CULTUREL: LOYOLA; Quartier Agoè Tel: 90 64 80 77

CENTRE ODAYE: Quartier Hédranawoé Tel: 90 64 80 77

CENTRE ODAYE: Quartier Hédranawoé Tel: 22 42 12 07

MANNEQUINAT & HÔTESSE

ALLURE MODE AGENCE; Tel: 99 22 04 62

CHALLENGE AGENCE; Tel: 92 27 91 66

SALLE DE CINEMA

HARMONIE SIGNATURE: Résidence de la caisse Tel: 22 26 12 55

CANAL OLYMPIA: Tokoin Gbadago Tel: 98 34 83 52

CINEMA GREENFIELD; Quartier Tokoin hôpital Tel: 22 21 12 55

AGENCE DE COMMUNICATION

AG Partners: Sise à Cassablanca

www.couleurafrique.com

Larry Event Day (LED)

Une agence événementielle, Organisation d'événement privé et professionnel; Communication, Location d'espaces, Conseils, Wedding Planner et Décoration

Tél/ 22 21 87 80 / Cel: 98 77 40 54

Avenue François Mitterrand rue des Cocotiers

SUPERS MARCHES A LOME

CONCORDE: (Atikoumé; juste à côté de l'UTB

RAMCO: (Qtier Assivito, Av de la Nouvelle Marche)

LE CHAMPION SUPER MARCHÉ: (Boulevard du 13 Janvier); Tél: 22 22 74 43

FRUITS ET LEGUMES

MARCHE ABATTOIR: (Juste en face du Super Marche Le Champion)

MARCHE DE GOYI SCORE: (Juste en face du Super Marché RAMCO)

PANIER BIO CENTRE MYTRO NUGNA: (Qtier Adidogomé, carrefour des Franciscains), Tél: 91 81 25 38

DANSE ET COURS DE ZUMBA

AFT: Quartier Décon. Tél: 97 99 7919

COURS DE CAPOEIRA: Salle GYM TONIC.

Tél: 90 79 79 90

COURS DE ZUMBA: HOTEL RESIDENCE «LES ANGES»;

Qtier: Foréver; Tél: 90 17 03 30

COURS DE ZOUMBA (VITAL CLUB, Nana BLAKIME);

Tél 90 30 38 75

CIE CADAM (Danse traditionnelle africaine);

Tél: 90 15 39 87

SALSA (Club Salsa 7- Henry Motra); Tél: 91 70 61 86

AVIATION

AERO-CLUB DU GOLFE (Route de l'aéroport)

Tél: 22 40 04 99

COURRIER EXPRESS

DHL (Qtier Nyékonakpœ, 15 78; Bd du 13 Janvier, Galerie Tountouli) Tél: 22 21 68 51

EMS TOGO (Tél: 22 26 70 51)

FEDEX (276; Bd du 13 Janvier, immeuble FIATA; 1e étage)

Tél: 22 21 24 96

TOP CHRONO (Assiganto; Av Sylvanus Olympio) Tél: 22 21 73 68

SDV EXPRESS (Rue du commerce) Tél: 22 22 41 26

OPERATEURS TELEPHONIQUES

MOOV: Tél. 22 20 13 20

TOGO CELLULAIRE: Tél. 22 22 66 11

TOGO TELECOM: Tél. 22 21 47 14

SANTÉ GENERALISTES

DR CORINNE JOULIN-KARKA; Tél: 22 23 46 77

CLINIQUE BIASA; Tél: 22 21 11 37

CLINIQUE SAINT-RAPHAËL; Tél: 22 25 92 77

CHU TOKOIN; Tél: 22 21 25 01

CHU CAMPUS; Tél: 22 25 47 39 / 22 25 77 68

HORLOGE PARLANTE; Tél: 116

CLINIQUE UNIDIAL spécialisée en Hemodialyse / Tokoin habitat

Rue des filaos; Tel 23 36 01 00 / 90 39 45 72

OU MANGER ET DORMIR A LOME?

RESTAURANT LE TABLIER (Qtier Cacavéli, Bd de la Kara, 2è ruelle à droite après pharmacie Shalom venant de Bodjona)

Tél: (00228) 91 36 23 66 / 96 96 80 80

HOTEL RESIDENCE « LES ANGES » Qtier: Foréver; Tél: 90 17 03 30

HÔTEL BALKAN (Qtier Hédranawé); Tél: 22 61 30 63

LE MERLOT (Qtier Kassablanca) Tél: 93 05 11 11

MUSCULATION ET MASSAGE

Le NAUTILUS-FITNESS: HOTEL RESIDENCE « LES ANGES»

Tél: 22 26 34 71 / 90 17 03 30

BODYBUILDING-CLUB (Rue des hydrocarbures); Tél: 90 24 10 72

GYM CENTER (Qtier Nyékonakpœ, Avenue Joseph Strauss);

Tél: 90 04 76 60

GYM FIL«O»PARC (Agoè Nyivé); Tél: 22 35 18 28

GYM GHIS PALACE (Qtier Baguida); Tél: 22 71 49 70

ProDeG IV

Acteurs et partenaires impliqués en atelier de planification opérationnelle à Lomé

La 4^{ème} phase du Programme décentralisation et gouvernance dénommé ProDeG IV démarré en février 2022 se poursuit. Pour annoncer les couleurs de la nouvelle année 2024, les acteurs du Programme, avec l'ensemble de ses parties prenantes, se sont retrouvés en atelier de planification les 07 et 08 février 2024. Objectif : l'élaboration et l'adoption d'un Plan opérationnel pour l'année 2024.

Les travaux qui ont démarré mercredi 07 février 2024 ont été officiellement lancés par le directeur du cabinet du ministère de l'Administration territoriale et de l'aménagement des territoires, M. Robert Bakai. « Le programme décentralisation et bonne gouvernance fait partie des programmes clés qui nous accompagnent. Les défis qui nous attendent au cours de cette année 2024 sont immenses. Nous aurons bientôt les élections législatives et régionales avec l'ensemble des défis liés à l'installation des conseils régionaux élus, les défis liés au développement des territoires avec les 15 communes pilotes comme modèles de base, les défis liés à l'élaboration de nouveaux référentiels de la décentralisation », a précisé le représentant du ministre.

Il a relevé que dans sa Feuille de route « Togo 2025 », le gouvernement a fait de la décentralisation et de la déconcentration, un secteur

de réforme clé qui devrait permettre de consolider les structures de l'Etat et de stabiliser ses comptes publics.

Particulièrement, l'atelier visait à permettre aux parties prenantes de disposer d'un plan opérationnel (PO) pour l'année, de réaffirmer leur engagement pour la mise en œuvre des actions prioritaires, d'identifier de nouvelles pistes de collaboration avec les acteurs de décentralisation. Mais également, leur permettre de mieux comprendre le programme, ses règles et procédures de mise en œuvre et d'identifier des synergies avec d'autres programmes ainsi que d'autres partenaires. L'appui de la GIZ au gouvernement togolais à travers ce programme s'inscrit dans le cadre des accords bilatéraux signés avec la République fédérale d'Allemagne en 2021. ProDeG IV couvre la période de février 2022 à janvier 2025 et s'arrime donc sur les priorités du gouvernement togolais

exprimées dans la Feuille de route gouvernementale 2020-2025.

« En effet, pour l'implémentation de cette phase, il était important pour

au GIZ.

Il est à noter que la mise en œuvre du PRODEG a rencontré un succès durant les deux dernières années sur le plan national que local. En effet, sur le plan national,

Mô 2, Blitta 1, Dankpen 1 et Oti Sud 1), entre autres d'élaborer leur plan de développement qui sont en attente de validation finale : d'améliorer le niveau de mobilisation des recettes et de mettre en place des mécanismes en vue de renforcer la participation politique des citoyennes et des citoyens ainsi que la transparence et la reddition de compte dans la gestion des affaires publiques locales.

Aussi, notons que 5 nouvelles communes (Bassar 1, Doufelgou 1, Oti 1, Sotouboua 2 et Wawa 2) bénéficient également de l'appui du programme portant le nombre de communes partenaires à 15.

Et l'atelier qui vient de s'achever a ainsi réuni les maires et les Secrétaires généraux de ces 15 communes partenaires retenues à titre pilote par le gouvernement dans le cadre de la mise en œuvre du Projet 33 (P33) de la Feuille de route gouvernementale Togo 2025, ainsi que les cadres du MATDDT et ses services, MDDT, MEF, de l'Ecole Nationale d'Administration, l'Université de Kara et les institutions partenaires.

TM



La table d'honneur

l'équipe du ProDeG IV et ses partenaires de planifier des actions concrètes qui sont en phase avec les besoins réels des acteurs. C'est pourquoi, chaque année, il est organisé un atelier de planification opérationnelle pour faire ensemble une analyse rétrospective des actions entreprises, tirer des leçons de la mise en œuvre des actions de l'année écoulée et enfin adapter la planification pour la nouvelle année », a relevé François Menguéle, chef programme PRODEG IV

le programme a apporté sa contribution dans l'élaboration et l'adoption, par le gouvernement, de plusieurs actes juridiques de mise en œuvre de la décentralisation et de la déconcentration (lois, décrets, arrêtés) ; le renforcement institutionnel et des capacités techniques des structures impliquées dans la décentralisation.

Au niveau local, le programme a permis aux 10 communes partenaires (Lacs 1, Vo 2. Avé 2, Haho 1, Est Mono 1, Agou 1,

Valorisation du travail domestique non rémunéré des femmes

Décideurs politiques et acteurs de la société civile se concertent

La reconnaissance et de la valorisation du Travail domestique non rémunéré des femmes (TDNR) était au centre d'une rencontre de concertation mercredi 7 février 2024 à Lomé entre parlementaires et acteurs de la société civile du Togo.



La rencontre de haut niveau organisée par le Consortium régional pour la recherche en économie générationnelle (CREG), appuyé par Population référence bureau (PRB) s'inscrit dans le cadre du projet « Counting Women's

Work ». Objectif : partager avec les parlementaires du Togo, les résultats de la recherche sur le TDNR.

Selon l'honorable Kouméalo Anaté, cette rencontre vient en réponse à la nécessité d'orienter les politiques

économiques et sociales à partir de données de recherche probantes au niveau macro-économique.

En effet, les travaux de Lomé sont l'aboutissement d'un travail collectif qui a permis au CREG et au (PRB) de désigner le Réseau des femmes africaines ministres et parlementaires (REFAMP) comme partenaire de leurs actions au Togo.

"Vu l'impact significatif du travail non rémunéré des femmes sur la croissance économique nationale et la négligence persistante de la charge économique et temporelle féminine, l'importance du Travail Non Rémunéré des femmes pour la croissance économique nationale et la réalisation d'un dividende démographique est de plus en plus reconnue. Il urge de sensibiliser tous les acteurs pour une meilleure

prise de conscience de la nécessité de valoriser le Travail Domestique Non Rémunéré et de l'inclure véritablement dans les politiques et programmes étatiques afin de favoriser un développement équitable de la société", a indiqué Aïssata Fall, directrice Afrique pour l'ONG PRB.

« Depuis la nuit des temps, les travaux domestiques incombent plus à la femme et reposent dans bien des cas, sur la femme seule. C'est la raison pour laquelle la fille est élevée pour devenir une bonne ménagère sachant faire la cuisine, le nettoyage, la collecte de l'eau et des combustibles, sachant prendre soin des enfants, des personnages âgés sans aucune reconnaissance ni rémunération pour le travail fourni et le temps consacré à toutes ces tâches. Il s'agit de pratiques dommageables aux

efforts d'autonomisation de la femme, mais qui produisent aussi un impact négatif sur l'économie nationale. Cette situation doit absolument changer », a lancé Olivia H. Amedjogbe-Kouevi, présidente de REFAMP.

A l'issue de cette réunion, il est attendu un dialogue intersectoriel et multipartite sur les TDNR et la création d'un cadre de partage entre les parties prenantes, la revue des résultats du TDNR des pays de l'Afrique de l'Ouest. Il s'agira également pour les acteurs d'harmoniser leurs compréhensions du concept de TDNR.

D'après les résultats, au Togo, plus de femmes contribuent au travail domestique non rémunéré que les hommes, soit environ 38% du PIB, dont 30% des femmes et 8% des hommes.

La rédaction

Fécondité masculine

« L'andropause est un terme erroné qui n'a pas de sens »

La biologie des hommes et des femmes ne suit pas toujours des lignes parallèles. L'illustration est donnée par l'évolution de certaines des hormones les plus courantes. Du côté féminin, des substances telles que les œstrogènes cessent progressivement d'être produites au milieu de la cinquième décennie de la vie. À cette période, connue sous le nom de ménopause, la femme cesse d'ovuler et d'avoir des règles, ce qui rend impossible toute grossesse par des moyens naturels. Chez l'homme, en revanche, il n'y a pas de processus similaire.

La testostérone, l'hormone masculine liée à la production de spermatozoïdes, entre autres fonctions, tend à rester constante tout au long de la vie, avec de faibles variations, même après 50, 60 ou 70 ans. Si l'on suit ce raisonnement, le terme "andropause" qui a gagné en popularité pour expliquer une sorte de "ménopause masculine", avec une réduction éventuelle de la production de testostérone après un certain âge, n'a aucun sens logique.

Mais, il existe des cas où, en raison d'une série de facteurs, la chute de la testostérone est plus aiguë que prévu. Ces affections, connues sous le nom d'hypogonadisme masculin, ont des critères de diagnostic et de traitement bien définis. « Toute explication sur l'andropause doit commencer par le fait qu'elle n'existe pas ».

« Ce mot est un néologisme créé à partir du concept de ménopause, dont l'origine vient du latin. less a trait aux menstruations et pause sert à expliquer une interruption. En d'autres termes, la ménopause est l'arrêt des menstruations ». « À partir de là, quelqu'un a eu la malencontreuse idée de créer le concept d'andropause, qui ne fait que générer des diagnostics erronés et une utilisation inutile de la testostérone ».

« L'andropause est un terme erroné qui n'a pas de sens », déclare-t-il. Tout au long de leur vie, les hommes ne connaissent pas de phénomène similaire à la ménopause, comme c'est le cas pour les femmes. « Biologiquement, les hommes connaissent une diminution progressive de la production de

testostérone, surtout après 40 ou 50 ans. Mais s'il s'agit d'un adulte en bonne santé, il atteindra probablement ses 60, 70 ou même 80 ans avec des niveaux adéquats de cette hormone, sans qu'il soit nécessaire d'intervenir ou de la remplacer ».

Cette réduction progressive et naturelle de l'hormone mâle, qui est produite par les testicules, se fait à un rythme de 1,2% par an à partir de l'âge de 40 ou 45 ans. « En d'autres termes, les hommes peuvent même avoir une diminution de la testostérone, mais ils ne cessent pas de produire des hormones comme les femmes. Mais cette chute hormonale peut être exacerbée par d'autres facteurs, comme le diabète ou l'obésité. Chez les personnes souffrant de ces maladies ou d'autres maladies chroniques, le taux de testostérone peut diminuer plus que prévu.

Cette situation est appelée hypogonadisme masculin. D'autres facteurs peuvent être à l'origine de cette diminution, comme les maladies qui affectent l'hypophyse (la structure cérébrale responsable de la régulation de la production de testostérone dans les testicules) ou les organes reproducteurs masculins eux-mêmes.

Il existe également des individus qui, en raison de facteurs génétiques et endocriniens, ne développent pas les processus liés à la puberté. Par conséquent, ils n'ont pas connu la croissance de leur pénis, de leurs testicules et de leur pilosité. Selon les lignes directrices les plus récentes, la mesure du taux de testostérone ne devrait pas faire partie des examens de routine.

« Il n'y a aucune raison

d'inclure l'évaluation de cette hormone dans le bilan de santé. Cette condition ne devient cliniquement importante que lorsqu'elle s'accompagne de symptômes ». L'hypogonadisme masculin devient donc une possibilité en fonction de la présence de manifestations cliniques, qui peuvent être divisées en trois groupes principaux.

« Le premier est représenté par l'homme qui se présente au cabinet au début de

testostérone ». En effet, les manifestations liées à la baisse de la testostérone dans ces cas peuvent être très générales et toucher une grande partie de la population masculine.

« Il est question ici de découragement, de fatigue, de mauvaise humeur, de troubles du sommeil, de faiblesse, de perte de masse musculaire, d'augmentation du tour de taille, de prise de poids... ». Pour poser le diagnostic, il est donc important de

nécessiter une substitution. Et là, il ne suffit pas de faire une prise de sang, de l'envoyer au laboratoire et de prendre une décision sur la base de ce résultat. Le prélèvement doit être effectué le matin (entre 6 et 10 heures), lorsque la production de testostérone atteint son maximum de la journée.

En outre, il est important de répéter le test une deuxième fois pour s'assurer que les valeurs trouvées correspondent



Un homme et un bébé

la vingtaine et dont le pénis et les testicules ne se sont pas développés. C'est le diagnostic le plus facile à poser ». Le second implique la présence d'un symptôme très évocateur. « Il s'agit d'inconforts liés à la sphère sexuelle, tels que des difficultés d'érection et/ou une baisse de la libido. Certains signalent également une diminution de l'orgasme ou des difficultés à éjaculer ».

Ces problèmes liés à la santé sexuelle peuvent ou non s'accompagner d'autres désagréments, tels que des fractures plus faciles, des bouffées de chaleur et une diminution de la pilosité sur le visage, la poitrine ou le pubis. « La situation la plus délicate concerne le troisième groupe, dans lequel il existe une légère suspicion et un risque élevé d'abus lors de la prescription de

se soumettre à une bonne consultation, au cours de laquelle le professionnel de santé évalue une série de facteurs pour indiquer (ou non) certains tests sanguins.

« Le dosage de la testostérone doit être demandé chez les hommes qui ont des antécédents de maladie hypophysaire ou testiculaire, d'utilisation continue d'opioïdes ou de corticostéroïdes, de perte de poids associée à l'infection par le VIH, d'ostéoporose ou de fractures à faible impact, d'infertilité, de baisse de la libido ou de dysfonction érectile ».

D'une manière générale, les experts considèrent que des valeurs de testostérone inférieures à 300 ng/dl (nanogrammes par décilitre) constituent une situation qui peut

à la réalité. Si après tout ce processus le médecin comprend que l'individu souffre d'hypogonadisme masculin, il prescrira de la testostérone. Il existe plusieurs options pharmaceutiques, telles que des doses injectables ou en gel, ou encore des types à durée plus ou moins longue. Le choix dépendra des caractéristiques du patient et de ses disponibilités financières. Le remplacement de la testostérone n'a de sens que lorsque cette hormone est faible dans l'organisme.

Edem Dadzie

Experts : Dr Alexandre Hohl, ancien président de la Société brésilienne d'endocrinologie et de métabologie (SBEm) ; Dr Luiz Otávio Torres, secrétaire général de la Société brésilienne d'urologie

Décentralisation

Comment le Togo est en train de gagner le pari du développement local

En 2019, le Togo est rentré pleinement dans l'ère de la décentralisation en organisant des élections locales. Plusieurs maires ont été élus et les communes dotées de compétences dans la chaîne d'actions de développement au Togo.



Toutes les communes créées après les élections locales de 2019 ont d'abord pris le temps de s'installer et de déployer ensuite leurs actions de développement. Pour ce faire, les communes tirent leurs ressources des impôts, taxes, droits et redevances institués par ou pour les collectivités territoriales. Il s'agit notamment d'une partie ou toute la patente, des droits d'enregistrement et de timbres, de la taxe d'habitation, de la taxe

foncière, de la Taxe professionnelle unique (TPU), de la taxe sur les produits de jeux de hasard, des redevances d'exploitation des carrières et mines, de la taxe sur les pompes distributrices de carburant (stations-services), de la taxe sur l'encombrement des voies publiques, de la taxe sur la publicité, etc.

Autonomie progressive des communes

Depuis 2019, les ressources propres des collectivités

ont d'abord chuté sensiblement à 14,3 milliards FCFA, perturbées par la Covid-19, avant de remonter légèrement la barre des 16,4 milliards FCFA.

D'après les statistiques du gouvernement, en 2021, les dépenses de fonctionnement des communes (18,8 milliards FCFA) représentaient plus de 75% des dépenses totales, la grosse part a été consacrée à l'achat de biens et services, soit 10,8 milliards FCFA. Avec 6,5 milliards FCFA, les charges du personnel représentaient 28% des dépenses totales effectuées. Le paiement de salaires et assimilés a progressé de plus de 70% depuis 2019.

Côté investissements, les dépenses des collectivités sont passées de 4,8 milliards FCFA en 2019 à 5 milliards FCFA en 2021.

Le coup de pouce du FACT

Conscient des difficultés que pourront rencontrer les communes dès leurs premières années de fonctionnement, le

gouvernement a créé en octobre 2020, le Fonds d'Appui aux Collectivités Territoriales (FACT). En effet, après l'installation des communes, ces dernières ont financé presque entièrement leur premier budget sur les ressources qu'elles ont elles-mêmes mobilisées auprès de leurs administrés, avant de recevoir une aide du gouvernement à partir de 2020, à travers le FACT.

Les transferts de l'Etat via ce mécanisme de financement, ont porté pour la première année sur plus de 2,6 milliards FCFA, dont 634 millions FCFA au titre de dépenses de fonctionnement et 2 milliards FCFA pour les crédits d'investissements. L'an dernier, l'exécutif togolais avait presque triplé cette enveloppe, qu'il a portée à 6,25 milliards FCFA. Ainsi, les dotations de fonctionnement ont progressé de 97% en 2021, soit une augmentation de 620 millions FCFA par rapport à 2020, passant de 634,6 millions à 1,2 milliard FCFA. Quant aux allocations destinées aux dépenses d'investissement, elles sont

passées de 2 à 5 milliards FCFA entre 2020 et 2021.

En 2024, le gouvernement a décidé d'augmenter son allocation en faveur des collectivités territoriales. En effet, en 2024, le Fonds d'appui aux collectivités territoriales (FACT) bénéficiera d'une enveloppe de 7 milliards FCFA, en hausse de 16,67 % par rapport à l'année précédente où il avait reçu 6 milliards FCFA.

Cette augmentation s'inscrit dans la stratégie prioritaire du gouvernement visant à renforcer les ressources et les capacités des communes. Il s'agit notamment de compenser la réduction prévue de la subvention d'investissement de la part des partenaires techniques et financiers au cours de la période 2023-2026.

En dehors du FACT, l'État interviendra directement au niveau des collectivités territoriales à travers des transferts courants et des investissements qui s'élèvent respectivement à 2,5 milliards et 15,9 milliards de francs CFA en 2024.

R. Zakari

Volontariat

12 pays africains lancent à Lomé le programme Denva

Pour contribuer au développement du volontariat en Afrique, France Volontaire en partenariat avec l'Agence nationale de volontariat au Togo (ANVT) avec le soutien du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères français, ont procédé au lancement d'un nouveau programme, ce mardi 06 février 2024 à Lomé. Le programme Développement des écosystèmes nationaux de volontariat en Afrique (Denva) est un outil majeur pour l'atteinte des objectifs de développement durable d'ici à 2030.

Pour le lancement du programme de Développement des écosystèmes nationaux de volontariat en Afrique (Denva), 12 pays se sont retrouvés à Lomé. Le Bénin, la Cameroun, la Côte d'Ivoire, le Ghana, la Guinée, la Guinée-Bissau, la Mauritanie, la République du Congo, la République démocratique du Congo, le Sénégal, le Tchad et le Togo, veulent développer une plateforme de volontariat Sud-Sud.

Initié par France Volontaires, Denva est un espace représentatif des dynamiques et des écosystèmes de volontariat à l'échelle continentale. Il est articulé autour de 4 axes majeurs : soutenir le déploiement de nouveaux volontaires,

professionnaliser les métiers de l'engagement, consolider les coopérations entre les pays concernés et renforcer le plaidoyer pour une meilleure prise en compte du partenariat.

Ce lancement dans la capitale togolaise est une reconnaissance du modèle de volontariat national. « Le volontariat togolais a connu un succès incontestable dépassant largement les frontières nationales pour devenir une référence incontournable. Son rayonnement a attiré l'attention de nombreux programmes étrangers en quête de modèle inspirant. Nous sommes fiers de partager notre expérience avec nos frères du continent », a indiqué Omar Agbangba, directeur

général de l'ANVT.

Avant de procéder au lancement officiel de ce programme, la ministre Myriam Dossou-d'Almeida a affirmé que « le lancement du programme Denva est



Lancement du programme Denva, ce mardi 06 février à Lomé

le fruit d'une collaboration continentale et d'une coopération internationale fructueuse et réaliste dans laquelle notre pays excelle, et dont le président de la République Faure Gnassingbé détient le secret ».

Pour le Togo, modèle en matière de volontariat, « ce

programme renforcera la notoriété et le leadership du pays au niveau continental en matière de gestion de programmes nationaux de volontariat, mais il permettra également

plus juste, où l'engagement est reconnu et encouragé, c'est la construction d'un cadre national de référence robuste sur le volontariat dans chaque pays où il se développe ».

D'une durée de 24 mois, le programme Denva est financé à hauteur de 955,795 euros par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères français. Il est donc une dynamique en faveur de politique publique du volontariat existant dans presque 20 pays d'Afrique. « Nous sommes heureux de participer à cette aventure avec vous », a déclaré l'ambassadeur français au Togo, Augustin Favereau, aux participants.

Suite à ce lancement, deux journées d'ateliers les 07 et 08 février vont permettre d'opérationnaliser le programme. Vont également participer à ces ateliers, les différents partenaires impliqués dans le programme Denva.

Edy Alley

Avec les cartes WADIA, vos transactions sont sécurisées, fiables et rapides



- Mobilité régionale et inter filiale CBI
- Economies des coûts
- Accès à un réseau régional comme si l'on était dans le pays d'origine
 - Consultation de solde
 - Edition de mini relevé
 - Retrait sur GAB régional GIM-UEMOA et inter filiale
- Achat/Paiement des biens et services sur TPE dans l'espace UEMOA

La Solution de Financement Islamique
<https://togo.corisbankbaraka.com>

